

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
District de Montréal
N° de dossier : 500-06-001065-206

COUR SUPÉRIEURE
(Chambre des actions collectives)

LE GROUPE, incluant **LE SOUS-GROUPE**

et

RENÉ ALLARD

Représentant

c.

PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

Défendeur

PROTOCOLE DE L'INSTANCE MODIFIÉ EN MATIÈRE CIVILE
Cour supérieure du Québec
(Article 148 C.p.c.)

Généralités		
1.	Date de signification de la demande introductive d'instance	2022-08-03
2.	Nature du litige : Action collective en déclaration d'inconstitutionnalité et d'absence d'effet de dispositions de la <i>Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement</i> , RLRQ c. R-12.1 et en dommages-intérêts compensatoires et punitifs.	
3.	Valeur du litige : À être déterminée ultérieurement.	
4.	Questions en litige (obligatoirement communes) : (a) Les Dispositions contestées portent-elles atteinte au droit de négocier collectivement découlant de la liberté d'association des membres du Groupe, en violation de l'alinéa 2d) de la <i>Charte canadienne des droits et libertés</i> (la « Charte canadienne ») et de l'article 3 de la <i>Charte des droits et libertés de la personne</i> (la « Charte québécoise »), et sont-elles conséquemment inconstitutionnelles et sans effet? (b) Les Dispositions contestées portent-elles atteinte aux droits à l'égalité des membres du Groupe en opérant à leur encontre une discrimination fondée sur l'âge, en violation du paragraphe 15(1) de la <i>Charte canadienne</i>, et sont-elles conséquemment inconstitutionnelles et sans effet? (c) Les Dispositions contestées portent-elles atteinte aux droits à l'égalité des membres du Groupe en opérant à leur encontre une discrimination fondée sur leur statut de retraité, en violation du paragraphe 15(1) de la <i>Charte canadienne</i>, et sont-elles conséquemment inconstitutionnelles et sans effet? (d) Les Dispositions contestées portent-elles atteinte au droit des membres du Groupe à des conditions de travail déterminées en l'absence de toute discrimination, en violation de l'article 16 de la <i>Charte québécoise</i>, et sont-elles conséquemment sans effet? (e) Les Dispositions contestées portent-elles atteinte au droit des membres du Groupe à des conditions de travail justes et raisonnables, en violation de l'article 46 de la <i>Charte québécoise</i>? (f) Les Dispositions contestées ont-elles pour effet de détruire ou de compromettre le droit des membres du Groupe à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits mentionnés aux alinéas (a), (d)	

	et (e) qui précèdent, en violation de l'article 10 de la <i>Charte québécoise</i>, et sont-elles conséquemment sans effet? (g) Les Dispositions contestées <u>sont-elles clairement inconstitutionnelles ou résultent-elles du comportement clairement fautif</u>, de la mauvaise foi et/ou de l'abus de pouvoir du gouvernement? [N.B. : Les parties conviennent que la question (g) doit être reformulée de la manière indiquée ci-dessus afin de tenir compte de l'arrêt <i>Canada (Procureur général) c. Power</i>, 2024 CSC 26.] (h) Les membres du Groupe ont-ils droit à l'octroi de dommages-intérêts compensatoires pour les pertes associées aux effets passés de la Suspension – 6 ans et de la Désindexation pré-1982 (telles que ces expressions sont définies dans la demande introductive d'instance) au moment du jugement à intervenir au mérite de l'action collective proposée? (i) Les membres du groupe ont-ils droit à l'octroi de dommages-intérêts compensatoires pour le stress et les inconvénients engendrés par l'état d'incertitude découlant de la perspective de diminutions ultérieures de leurs pensions? (j) Quel est le montant total des dommages-intérêts compensatoires dus aux membres du Groupe? (k) Le gouvernement a-t-il porté une atteinte illicite et intentionnelle aux droits garantis aux membres du Groupe par les articles 3, 10, 16 et 46 de la <i>Charte québécoise</i>? (l) Les membres du Groupe ont-ils droit à l'octroi de dommages-intérêts punitifs? (m) Quel est le montant total des dommages-intérêts punitifs dus aux membres du Groupe?
5.	Toutes les parties demandent la suspension de l'instance : ☐ oui ☒ non ☐ 1 mois ☐ 3 mois ☐ 6 mois
6.	Toutes les parties demandent la prolongation du délai d'inscription. ☒ oui ☐ non ☐ 3 mois ☐ 6 mois ☒ 9 mois (voir ligne 37)
7.	La tenue d'une conférence de règlement à l'amiable : ☐ est demandée par tous ☐ est probable ☒ est possible ☐ est exclue

Moyens préliminaires		Date limite du dépôt
8.	☐ Déclinatoire (art. 167 C.p.c.)	
9.	☐ Irrecevabilité / abus (art. 168 / 51 C.p.c.)	
10.	☒ Précisions / comm. de documents (art. 169 C.p.c.) par le Représentant	Déjà déposée (sous réserve de demandes additionnelles, notamment envers des tiers)
11.	☐ Radiation d'allégations (art. 169 C.p.c.)	
12.	☐ Cautionnement pour frais (art. 492 C.p.c.)	
13.	☐ Autre :	

Incidents		Date limite du dépôt
14.	☐ Intervention forcée (art. 188 C.p.c.)	
15.	☐ Appel en garantie (art. 189 C.p.c.)	
16.	☐ Déclaration d'incapacité (art. 193 C.p.c.)	
17.	☐ Modification d'acte de procédure (art. 206 C.p.c.)	
18.	☒ Autres : _____ par le Représentant (A) Demande afin d'entériner la nomination d'un expert commun (B) Demandes visant la constitution préalable de la preuve (art. 257 C.p.c.) et/ou l'interrogatoire de témoins hors la présence du tribunal (art. 295 & 587 C.p.c.)	<u>Déposée et tranchée le 7 janvier 2026</u> 60 jours après la communication des documents demandés au Procureur général du Québec ou la communication des engagements demandés lors de l'interrogatoire d'un représentant du Procureur général du Québec, selon l'échéance la plus tardive

Mesures de sauvegarde (art. 158 al. 5 et 169 al 1 C.p.c.)		Date limite du dépôt
19.	Demandées par Nature :	

Interrogatoires préalables nécessaires (art. 221 C.p.c.)		Date convenue
20.	Des témoins au soutien de la demande Nom : [...] Durée : [...] ☐ oral ☐ écrit Nom : _____ Durée : _____ ☐ oral ☐ écrit	[...]
21.	Des témoins au soutien de la défense Nom : À déterminer Durée : À déterminer ☒ oral ☐ écrit	<u>Au plus tard trente (30) jours après la communication des documents</u>

			internes visés par <u>l'Avis de gestion</u> pour <u>l'adjudication</u> <u>d'objections</u> <u>actuelles et</u> <u>anticipées du 28</u> <u>avril 2026 ou</u> <u>après le jour où le</u> <u>jugement sur cet</u> <u>avis de gestion</u> <u>passera en force</u> <u>de chose jugée,</u> <u>selon l'échéance</u> <u>la plus tardive.</u>
	Nom :	Durée :	☐ oral ☐ écrit
22.	Des témoins au soutien de		
	Nom :	Durée :	☐ oral ☐ écrit
	Nom :	Durée :	☐ oral ☐ écrit
	N.B. : La partie qui interroge requerra, <u>au moins 14 jours à l'avance</u>, tous les documents à être discutés avec le témoin, qui devra les communiquer <u>au moins 3 jours avant</u> l'interrogatoire; les engagements toujours manquants seront communiqués à toutes les parties au plus tard <u>14 jours</u> après l'interrogatoire, les avocats étant fortement encouragés à ne pas attendre les notes sténographiques pour ce faire.		

Expertises nécessaires (art. 232 C.p.c.)		Date limite du dépôt
23.	Expertise commune ☒ oui ☐ non Si oui, nature : Volet didactique, diverses données quant aux membres du Groupe et du Sous-groupe, et quantification des pertes subies par les membres du Groupe et du Sous-groupe (excluant les dommages-intérêts compensatoires pour stress et inconvénients et les dommages-intérêts punitifs réclamés) Si non, motifs de refus : <u>Échéancier :</u> <u>Une première version du rapport d'expertise commune a été transmis aux parties le 23 juin 2026.</u> <u>Les parties collaboreront dans l'optique de transmettre à Retraite Québec des commentaires communs d'ici le 30 septembre 2026. Les parties demanderont à Retraite Québec de produire la nouvelle version du rapport dès que possible. Sauf commentaires additionnels par les parties, cette version sera déposée à la Cour. Si les parties ne peuvent s'entendre sur des commentaires communs, la version transmise le 23 juin 2026 sera déposée à la Cour sans délai.</u>	Voir l'échéancier <u>ci-contre</u>

24.	Expertises par la partie demanderesse ☒ oui ☐ non (une seule par discipline) Nature : <u>A - Expertise sur le désavantage préexistant des personnes âgées et retraitées.</u> <u>B – Le Représentant réserve son droit de produire une expertise additionnelle selon l'issue des échanges avec le Défendeur sur le rapport d'expertise commune de Retraite Québec et/ou selon le contenu de la nouvelle version du rapport d'expertise commune de Retraite Québec. Le Représentant confirmera s'il produira une expertise additionnelle au plus tard 15 jours après le dépôt à la Cour du rapport d'expertise commune.</u> <u>C – Le Représentant réserve également son droit de produire une contre-expertise à toute expertise par le Défendeur.</u>	<u>A -15 janvier 2027</u> <u>B - À déterminer</u> <u>C - 60 jours après le dépôt de l'expertise en défense concernée</u>
25.	Expertises par la partie défenderesse ☒ oui ☐ non (une seule par discipline) Nature : <u>A - Actuarielle</u> <u>B – Le Défendeur réserve également son droit de produire une contre-expertise à toute expertise par le Représentant.</u>	<u>A – À déterminer suivant l'issue des échanges sur le rapport d'expertise commune de Retraite Québec</u> <u>B - 60 jours après le dépôt de l'expertise en demande concernée</u>
26.	Expertises par ☐ oui ☐ non (une seule par discipline) Nature : Nature :	

Défense (art. 171 C.p.c.)		Date limite du dépôt
27.	☐ La défense sera produite par exposé sommaire	
28.	☒ Autorisation est demandée de produire une défense écrite Énoncez les motifs justifiant l'écrit : L'action collective présente un degré élevé de complexité, tant sur le plan des faits que sur le plan du droit applicable. L'importance de bien asseoir le fondement factuel d'une contestation constitutionnelle a par ailleurs été reconnue à de nombreuses reprises. En l'espèce, une défense écrite permettra de définir clairement l'objet du litige et, ce faisant, simplifiera le déroulement de l'instance tant au stade préalable qu'au procès.	Déjà déposée
29.	Demande reconventionnelle ☐ oui ☒ non	
30.	Défense reconventionnelle ☐ sommaire ☐ écrite	
Communications de la preuve (art. 248 C.p.c.)		Date limite du dépôt
31.	Par la partie demanderesse Pièces et déclarations écrites (pour valoir témoignage)	<u>30 jours avant la date d'inscription</u>

32.	Par la partie défenderesse	
	Pièces et déclarations écrites (pour valoir témoignage)	<u>30 jours avant la date d'inscription</u>
33.	Par la partie	
	Pièces et déclarations écrites (pour valoir témoignage)	

Frais de justice (art. 339 C.p.c.)		Coûts prévisibles
34.	Évaluation des frais de justice en demande (incluant les expertises)	À déterminer
35.	Évaluation des frais de justice en défense (incluant les expertises)	À déterminer
36.	Évaluation des frais de justice (incluant les expertises)	À déterminer

Demande d'inscription pour instruction et jugement (art. 173 et 174 C.p.c.)	
37.	☐ Elle sera produite <u>à l'intérieur du délai de rigueur</u> déterminé selon l'article 173 C.p.c. ☒ La prolongation sollicitée portera la date d'inscription au <u>21 juin 2027</u>

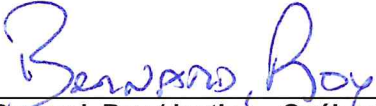
Les parties entendent utiliser le mode de notification suivant (art. 110 et suivants C.p.c.) ¹	
38.	☐ huissier ☒ courriel (adresse ci-dessous) ☐ autre :

N.B. : Le non-respect du protocole peut constituer un manquement sanctionné par les articles 341 et 342 C.p.c.

Signé, le 10 septembre 2026

Signé le 14 septembre 2026


Davies Ward Phillips & Vineberg s.e.n.c.r.l., s.r.l.
 Mes Jean-Philippe Groleau, Guillaume Charlebois
 et Simon Hamel-Genest
 Avocats du Représentant et du Groupe
 Téléphone : 514.841.6583 (Me Groleau)
 514.841.6404 (Me Charlebois)
 438.817.9582 (Me Hamel-Genest)
 Courriel : jpgroleau@dwvp.com
gcharlebois@dwvp.com
shamelegenest@dwvp.com


Bernard, Roy (Justice – Québec)
 Mes Michel Déom & Nathalie Fiset

Avocats du Défendeur
 Téléphone : 514.393.2336

Courriel : michel.deom@justice.gouv.qc.ca
nathalie.fiset@justice.gouv.qc.ca
bernardroy@justice.gouv.qc.ca

¹ Le présent protocole doit être notifié aux parties, à moins qu'elles ne l'aient signé (art. 149 C.p.c.); la preuve de cette notification doit être jointe au protocole.

N° 500-06-001065-206
C O U R S U P É R I E U R E
(Chambre des actions collectives)
District de Montréal

RENÉ ALLARD

Représentant

C.
PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC

Défendeur

-et-

RETRAITE QUÉBEC

Mise en cause

**PROTOCOLE DE L'INSTANCE MODIFIÉ EN
MATIÈRE CIVILE**

ORIGINAL

DAVIES

Avocats du Représentant et du Groupe
Me Jean-Philippe Groleau /
Me Guillaume Charlebois /
Me Simon Hamel-Genest
T 514.841.6583 / 514.841.6404 /
438.817.9582
jpgroleau@dwpv.com /
gcharlebois@dwpv.com
/shamelgenest@dwpv.com
Dossier 269947

1501, avenue McGill College, 27^e étage
Montréal, QC H3A 3N9
Canada

T 514.841.6400
F 514.841.6499